TL 1905

Deutsche Kommission Justitia et Pax

Justitia et Pax, Adenauerallee 134, 53113 Bonn

Aux membres de la
6e consultation chrétienne
sur le Timor Oriental
à Strasbourg du 17 au 19 juin 1994

Geschäftsstelle

Adenauerallee 134, 53113 Bonn
Telefon (0228) 103-217 / Telefax (0228) 103-318

German Commission for Justice and Peace
Commission Allemande Justice et Paix
Comisión alemana de justicia y paz

le 6 October 1994

Chers amis,

de nos conversations en juin 1994 à Strasbourg j'ai emporté à l'Allemagne l'ordre de demander à Misereor et à Missio laquelle des deux organisations catholiques allemandes serait capable de participer au group de coordination. Les deux organisations se sont déclarées prêtes à une représentation alternante tous les deux ans. M. Pils, le chef de la section de l'Indonésie de Misereor, sera chargé de la représentation pendant les deux premières années. Pour votre information j'ajoute à cette lettre la lettre originale de Misereor avec une traduction analogue.

Ci-joint vous trouverez aussi notre lettre au ministre allemand des Affaires étrangères, Dr. Klaus Kinkel, à l'occasion de la conférence des ministres des Affaires étrangères des états ASEAN à Karlsruhe à la fin du mois de septembre. Notre appell de protecter les droits de l'homme au Timor Oriental et en Indonésie a passé la presse allemande.

Ensemble avec ces deux lettres vous trouverez une traduction respective.

Je vous prie de bien vouloir croire à l'expression de mes sentiments distinguées.

Sabine Spitzlei
Dr. Sabine B. Spitzlei

Der Deutschen Kommission Justitia et Pax gehören Mitglieder der Deutschen Bischofskonferenz und des Zentralkomitees der deutschen Katholiken sowie leitende Mitglieder und Mitarbeiter aus katholischen Verbänden, Diözesanräten und kirchlichen Hilfswerken an.

BISCHÖFLICHES HILFSWERK
MISEREOR E.V.

MISEREOR

AKTION GEGEN HUNGER
UND KRANKHEIT
IN DER WELT

Misereor, Postfach 14 50, D-52015 Aachen

POSTFACH 14 50
D-52015 AACHEN

MOZARTSTRASSE 9
D-52064 AACHEN

TELEFON (02 41) 44 2-0
TELEX: 832 370 MISA D
TELEFAX: (02 41) 44 21 88

Deutsche Kommission
Justitia et Pax
z. H. Frau Dr. S. Spitzlei
Adenauerallee 134

53113 Bonn

Lw/soi
14.9.94

16. Sep. 94

416/11.1
Koordinierungsgruppe zu Ost-Timor

Liebe Frau Dr. Spitzlei,

gerade habe ich mit Pater Steegmann, dem bereits Ihr Schreiben vom 12. September vorlag, über die Vertretung der Werke Missio oder Misereor in der Koordinierungsgruppe gesprochen.

Wir sind dabei zu folgender Entscheidung gekommen, die sicher auch im gegenseitigen Interesse der Beteiligten ist:

Misereor und Missio erklären gemeinsam die Bereitschaft zur Mitarbeit in der Koordinierungsgruppe. Für die ersten zwei Jahre wird Herr Franz Pils für Misereor und Missio die Vertretung der Werke wahrnehmen. Im Verhinderungsfall wird er durch Pater Heinz Steegmann, OMI von Missio vertreten. Für die darauf folgenden zwei Jahre wird Pater Steegmann die Werke in der Koordinierungsgruppe vertreten und analog im Verhinderungsfall von Herrn Pils vertreten.

Herr Pils und analog Pater Steegmann werden sicherstellen, daß der Informationsfluß zwischen Justitia et Pax, Missio und Misereor zeitnahe und umfassend geschieht und außerdem die jeweilige hausinterne Information und Abstimmung erledigt wird, so daß wir unsere Mitarbeit in dieser Koordinierungsgruppe möglichst fruchtbringend gestalten können. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie CIIR (Catherine Scott, England) und die anderen Mitglieder der Koordinationsgruppe entsprechend informieren könnten.

Herzlichen Dank für Ihre Vermittlungsbemühungen und

mit herzlichen Grüßen
für Misereor

Dr. Thomas Lawo

cc: Pater Heinz Steegmann, OMI, Auslandabteilung Missio

Traduction de la lettre de Misereor du 14 septembre 1994

Deutsche Kommission
Justitia et Pax
z.H. Frau Dr. S. Spitzlei
Adenauerallee 134

53113 Bonn

416/11.1
group de coordination à cause de Timor Orientale

Chère Madame,

je viens de parler au Père Steegmann - qui avait déjà reçu votre lettre du 12 septembre - sur la représentation de Misereor et Missio dans le group de coordination.

A l'ocasion de notre conversation nous avons pris la décision suivante, qui doit certainement être dans l'intérêt de tous les personnes concernées:

Misereor et Missio se déclarent conjointement prêts à collaborer dans le group de coordination. Pendant les deux premières années M. Franz Pils (Misereor) sera chargé de la représentation de Misereor et Missio. En cas de son empêchement il sera remplacé par le Père Heinz Steegmann de Missio. Pendant les deux années suivantes le Père Steegmann représentera Misereor et Missio dans le group de coordination y en cas de son empêchement il sera analogiquement remplacé par M. Pils.

M. Pils et analogiquement le Père Steegmann garantiront que le flux d'informations entre Justice et Paix, Missio et Misereor se passera actuellement et complètement et qu'en outre l'information et la coordination respectives dans nos offices seraient faites, de sorte que nous puissons réaliser notre collaboration dans ce group de coordination le plus fructueuse que possible. Je vous serais reconnaissant si vous pouviez correspondantement informer CIIR (Catherine Scott, England) et les autres membres du group de coordination.

Je vous remercie de votre aide intermédiaire et je vous prie de bien vouloir croire à l'expression de mes sentiments distingués.

Dr. Thomas Lawo

Traduction de la lettre du président de la Commission allemande de Justice et Paix au ministre des Affaires étrangères

Dr. Klaus Kinkel
Ministre des Affaires étrangères
Adenauerallee 99-103
53113 Bonn

Monsieur le Ministre,

depuis plusieurs années la Commission allemande de Justice et Paix est en train d'observer la violation continuelle des droits de l'homme au Timor Oriental avec préoccupation et consternation.

Depuis 1975 le Timor Oriental est occupé par l'Indonésie. Un programme de transfert qui est poursuivi avec l'aide internationale transforme la population originaire des Timorais en une minorité qui est culturellement menacée. Ce fait s'accompagne avec le fait cruelle du génocide de la plus méprisable négation du droit de l'homme le plus fondamental le mépris duquel comprend aussi d'autres droits de l'homme: le droit à la vie. Selon les informations de plusieurs organisations des droits de l'homme depuis 1975 plus de 200.000 Timorais ont violemment perdu leur vie.

Le nombre des Timorais qui sont suspectés, arrêtés dans une manifestation et maltraités ou qui simplement "disparaissent" ne finit pas, comme nous ont montré recemment les évènements du 14 juillet 1994 à Dili.

Particulièrement les catholiques au Timor Oriental sont poursuivis et dévalisés de leur droit à la liberté et de leur droit à la liberté de religion. La manifestation mentionnée a été une réaction de quelques catholiques au fait que des soldats indonésiens avaient jeté des hosties consacrées au sol et les ont foulées aux pieds.

Selon les informations sur les droits de l'homme des centaines de milliers de membres des partis d'opposition, des syndicats et d'autres organisations devraient être assassinés en Indonésie même après la prise du pouvoir par le Président actuel Suharto. La torture et des emprisonnements de long date sans jugement du tribunal sont à l'ordre du jour.

C'est une demande minimale au gouvernement de l'Indonésie que les droits de l'homme du peuple timorais soient respecter.

En votre fonction de ministre des affaires étrangères et en votre fonction de président du Conseil Général de l'Union Européenne nous aimerions vous demander de présenter cette demande à l'occasion du rencontre des ministres étrangers des Etats ASEAN et de l'Union Européenne le 23 et 24 septembre 1994 à Karlsruhe.

La demande doit comprendre les points suivants:

- l'occupation militaire du Timor Oriental doit être fini par le départ du militaire et l'administration civile par des Timorais originaux doit être fortifiée;

- la polititique de colonisation du Timor Oriental par les Indonésiens doit être finie pourque l'autre perte de l'identité culturelle et sociale des habitants originairs du Timor Oriental soit arrêtée;

- la liberté de religion, la liberté de réunion et la liberté d'opinion doient être garanties au Timor Oriental;

- des procédures judiciaires pour punir les violations des droits de l'homme par le militaire et par autres forces de sécurité de l'état doient être garanties.

Pour faire avancer avec vraisemblance le respet des droits de l'homme au Timor Oriental dans le dialogue international il faut à notre avis prouver que cette demande est absolument appuyée par le gouvernement allemand. C'est pourquoi nous aimerions demander au gouvernement allemand d'intervenir sur le plan national et de l'Union Européenne pour la réalisation conséquente de la résolution de l'Union de l'Europe Occidentale de 1993, ce qui demande un embargo des armes ainsi que la suspension des résolutions militaires et de l'aide économique pour l'Indonésie à cause de sa politique d'occupation.

Nous serions heureux de recevoir quelques informations sur les accords faits à Karlsruhe en ce qui concerne l'Indonésie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, ...

Deutsche Kommission Justitia et Pax

Justitia et Pax, Adenauerallee 134, 53113 Bonn

An den
Bundesminister des Auswärtigen
Herrn Dr. Klaus Kinkel
Adenauerallee 99 - 103

53113 Bonn

Vorsitzender

Adenauerallee 134, 53113 Bonn
Telefon (0228) 103-217 / Telefax (0228) 103-318

German Commission for Justice and Peace
Commission Allemande Justice et Paix
Comisón alemana de justicia y paz

24. August 1994

Sehr geehrter Herr Minister,

seit vielen Jahren beobachtet die Deutsche Kommission Justitia et Pax mit Sorge und Bestürzen die anhaltende Verletzung der Menschenrechte in Ost-Timor.

Seit 1975 ist Ost-Timor von Indonesien gewaltsam okkupiert. Ein mit internationaler Hilfe betriebenes Umsiedlungsprogramm macht das ursprüngliche Volk der Ost-Timoresen zur kultureil bedrohten Minderheit im eigenen Land. Die Tatsache geht einher mit dem grausamen Faktum des Genozids - des verachtenswürdigsten NEINs zum grundlegendsten aller Menschenrechte, dessen Mißachtung andere Menschenrechte einschließt: das Recht auf Leben. Mehr als 200.000 Ost-Timoreser sind seit 1975 laut verschiedener Menschenrechtsorganisationen gewaltsam ums Leben gekommen.

Die Zahl der Ost-Timoreser, die verdächtigt, bei Demonstrationen verhaftet und mißhandelt werden oder einfach "verschwinden", nimmt kein Ende, wie die Ereignisse vom 14. Juli in Dili erst kürzlich gezeigt haben.

Besonders Katholiken werden in Ost-Timor verfolgt und ihrer Freiheits- und religiösen Rechte beraubt. Die erwähnte Demonstration war eine Reaktion von Katholiken darauf, daß indonesische Soldaten konsekrierte Hostien aus einer ost-timoresischen Kirche zu Boden geworfen und mit Füßen getreten hatten.

Nach der Machtübernahme des jetzigen Präsidenten Suharto sollen Menschenrechtsberichten zufolge in Indonesien selbst hunderttausende Angehörige oppositioneller Parteien, Gewerkschaften und anderer Organisationen getötet worden sein. Folter und langjährige Inhaftierung ohne Gerichtsurteil sind an der Tagesordnung.

Die Respektierung der Menschenrechte der Ost-Timoreser ist eine Minimalforderung an die indonesische Regierung.

Der Deutschen Kommission Justitia et Pax gehören Mitglieder der Deutschen Bischofskonferenz und des Zentralkomitees der deutschen Katholiken sowie leitende Mitglieder und Mitarbeiter aus katholischen Verbänden, Diözesanräten und kirchlichen Hilfswerken an.

Wir möchten Sie als Außenminister unseres Landes und als Vorsitzender des Allgemeinen Rates der Europäischen Union bitten, bei dem Treffen der Außenminister der ASEAN-Staaten und der Europäischen Union am 23./ 24. September in Karlsruhe dieser Forderung Gehör zu verschaffen.

Sie sollte unseres Erachtens einschließen, daß

- die militärische Besetzung Ost-Timors durch Abzug des Militärs endet und die zivile Verwaltung durch die ursprünglichen Ost-Timoreser selbst gestärkt wird.
- daß die Politik der Neubesiedlung Ost-Timors durch Indonesier beendet wird und damit dem weiteren Verlust der kulturellen und sozialen Identität der ursprünglichen Bewohner Ost-Timors Einhalt geboten wird.
- daß die volle Freiheit der Religionsausübung, die Versammlungs- und Äußerungsfreiheit einschließt, in Ost-Timor gewährleistet wird.
- daß rechtsstaatliche Verfahren zur Ahndung von Menschenrechtsverletzungen durch Militärs und andere staatliche Sicherheitskräfte garantiert werden.

Um die Förderung der Achtung der Menschenrechte in Ost-Timor im internationalen Dialog glaubhaft voranzubringen, bedarf es unseres Erachtens eines Beweises des unbedingten Mittragens eben dieser Forderung. Deshalb fordern wir die Bundesregierung auf, sich national und auf der Ebene der Europäischen Union einzusetzen für die konsequente Umsetzung der Entschließung der Westeuropäischen Union von 1993, die ein Waffenembargo sowie die Aussetzung militärischer Abkommen und Hilfe für Indonesien ob seiner Okkupationspolitik verlangt.

Wir würden uns freuen, über die Vereinbarungen bezüglich Ost-Timors in Karlsruhe zu hören.

Mit freundlichen Grüßen

+ Leo Schwarz

Weihbischof Leo Schwarz
Vorsitzender

Traduction de la lettre du ministre Dr. Klaus Kinkel au président de la Commission allemande de Justice et Paix

l'évêque Leo Schwarz
Président de la Commission allemande
de Justice et Paix
Adenauerallee 134
53113 Bonn

Monseigneur,

je vous remercie de votre lettre du 24 août 1994 concernant la situation des droits de l'homme au Timor Oriental.
Je suis d'accord avec vous que la situation des droits de l'homme au Timor Oriental donne encore de l'inquiétude. C'est pourquoi j'ai saisi chaque occasion de viser à l'amélioration de la situation au Timor Oriental. Le chancelier allemand a également abordé le Président Suharto à ce problème à l'occasion de sa visite au Timor Oriental au printemps 1993. Plusieurs fois j'ai pressé mon collège indonésien Ali Alatas d'intervenir pour une amélioration de cette situation.

Sur mon ordre le délégué du ministère des Affaires étrangères pour les droits de l'homme a eu des conversations avec le gouvernement de l'Indonésie sur la situation des droits de l'homme en Indonésie et au Timor Oriental en novembre 1993. Egalement à l'occasion des negociations bilatérales p.ex. sur l'aide au développement et à l'occasion des conferences internationales p.ex. la dernière conférence des donneurs de la banque mondiale pour l'Indonésie en mois de juillet 1994 à Paris le gouvernement allemand a invité à respecter les droits de l'homme.

Ce dialogue critique a déjà abouti à une amélioration pointuelle de la situation au Timor Oriental. Cela a été confirmé par le Comité International du Croix Rouge (IKRK). Les conditions de travail et les possibilités pour rendre visite aux prisonniers politiques pour les collaborateurs du IKRK qui travaillent au Timor Oriental sont clairement améliorées.

Ce fait a été également confirmé pendant la dernière visite du ex-ministre Gerhart Baum en Indonésie et au Timor Oriental. En sa qualité de responsable de la délégation allemand dans la commission des droits de l'homme des Nations Unies M. Baum a eu des conversations non seulement avec des représentants officiels du gouvernement mais aussi avec des personalités indépendantes comme l'évêque Belo et avec quelques membres des ONG importantes. Dans ces conversations il est devenu clair qu'il y a des progrès en dépit de toute la critique ce qui est encore fondée en droit. L'Indonésie se déclare expressément partisan de l'universalité des droits de l'homme qui est ancrée dans le document final de Vienne. Mais elle craind qu'une guerre civile puisse éclater au Timor Oriental au cas où les forces indonésiens de sécurité seriont complètement retirées. Ce péril ne peut pas être repoussé parce que des différents groups timorais se sont prononcés en faveur d'un maintien du Timor Oriental avec l'Indonésie.

En vue de cette situation moi et mes collègues dans les ministères des Affaires étrangères de l'Union Européenne nous donnons une grande importance à la

continuation des conversations entre les ministres des Affaires étrangères du Portugal et de l'Indonésie qui ont lieu deux fois par an sous l'égide du secrétaire général des Nations Unies.

Le gouvernement allemand en sa qualité de membre de la troika de l'Union Européenne à l'occasion de l'assemblée de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies qui avait lieu en mois de mars 1994 à Genève s'est intervenu pour la réalisation d'une "chairman's statement" convenu en ce qui concerne le Timor Oriental.

Le gouvernement allemand fera tout son possible pour réaliser et tenir les obligations y prises par les interlocuteurs. Je profiterai encore une fois de mon rencontre avec ministre Alatas à Karlsruhe pour réclamer le respect absolu des droits de l'homme au Timor Oriental.

Je vous prie...

Dr. Klaus Kinkel

DER BUNDESMINISTER
DES AUSWÄRTIGEN

Bonn, den 11.09.1994

14. Sep. 94

An den
Vorsitzenden der
Deutschen Kommission
Justitia et Pax
Herrn Weihbischof Leo Schwarz
Adenauer Allee 134

53113 Bonn

Sehr geehrter Herr Weihbischof!

Herzlichen Dank für Ihr engagiertes Schreiben vom 24. August 1994 zur Menschenrechtssituation in Ost-Timor.
Ich stimme mit Ihnen überein, daß die Menschenrechtssituation in Ost-Timor weiterhin zu Besorgnis Anlaß gibt. Ich habe deshalb jede Gelegenheit genutzt, gegenüber Indonesien auf eine Verbesserung der Lage in Ost-Timor hinzuwirken. Auch der Bundeskanzler hat bei seinem Besuch im Frühjahr 1993 in Indonesien dieses Thema gegenüber Präsident Suharto angesprochen. Ich habe mehrfach meinen indonesischen Kollegen Ali Alatas auf eine Verbesserung dieser Situation gedrängt.

In meinem Auftrag hat der Menschenrechtsbeauftragte des Auswärtigen Amtes im November 1993 mit der indonesischen Regierung Gespräche über die Menschenrechtslage in Indonesien und Ost-Timor geführt. Auch bei bilateralen Verhandlungen, etwa über Entwicklungshilfe, und auf internationalen Konferenzen, so zuletzt auf der Geber-Konferenz der Weltbank für Indonesien im Juli 1994 in Paris, hat die Bundesregierung die indonesische Regierung zur Respektierung der Menschenrechte aufgefordert.

Dieser kritische, von uns aber nicht-konfrontativ geführte Dialog hat bereits zu einer punktuellen Verbesserung der Lage in Ost-Timor geführt. Dies hat das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) bestätigt. Die Arbeitsbedingungen und Besuchsmöglichkeiten bei politischen Gefangenen für die in Ost-Timor tätigen IKRK-Mitarbeiter haben sich eindeutig verbessert.

Auch während des kürzlich beendeten Besuches von Bundesminister a.D. Gerhart Baum in Indonesien und Ost-Timor wurde dies bestätigt. Herr Baum führte in seiner Eigenschaft als

Leiter der deutschen Delegation bei der VN-Menschenrechtskommission Gespräche sowohl mit offiziellen Regierungsvertretern als auch mit unabhängigen Persönlichkeiten wie Bischof Belo und Mitgliedern von wichtigen NGOs. Dabei wurde deutlich, daß bei aller weiterhin zu Recht bestehenden Kritik es auch Fortschritte gibt. Indonesien bekennt sich ausdrücklich zu der im Wiener Schlußdokument verankerten Universalität der Menschenrechte, fürchtet allerdings, daß im Falle eines völligen Abzuges indonesischer Sicherheitskräfte von Ost-Timor ein Bürgerkrieg dort ausbrechen könnte. Diese Gefahr ist nicht von der Hand zu weisen, haben sich doch verschiedene osttimoresische Gruppen für ein Verbleiben Ost-Timors bei Indonesien ausgesprochen.

Angesichts dieser Situation messen meine Außenministerkollegen der EU und ich der Fortsetzung der zweimal jährlich stattfindenden Gespräche zwischen den Außenministern Portugals und Indonesiens über Ost-Timor unter der Ägide des Generalsekretärs der Vereinten Nationen große Bedeutung bei. Die Bundesregierung hat sich auch als Mitglied der EU-Troika bei der diesjährigen Sitzung der Menschenrechtskommission der VN in Genf (März 94) für das Zustandekommen eines einvernehmlichen "chairman's statement" zu Ost-Timor nachdrücklich eingesetzt. ~~Diese Erklärung ebenso wie eine Erklärung des Generalsekretärs der VN über die letzte Gesprächsrunde im Mai 1994 in Genf zu Ost-Timor habe ich zu Ihrer Kenntnis beigefügt.~~

Die Bundesregierung wird alles in ihren Kräften Stehende tun, daß die dort von den Gesprächspartnern übernommenen Verpflichtungen umgesetzt und eingehalten werden.
Ich werde mein Zusammentreffen mit Außenminister Alatas in Karlsruhe erneut nutzen, um die uneingeschränkte Achtung der Menschenrechte in Ost-Timor einzufordern.

Mit freundlichen Grüßen